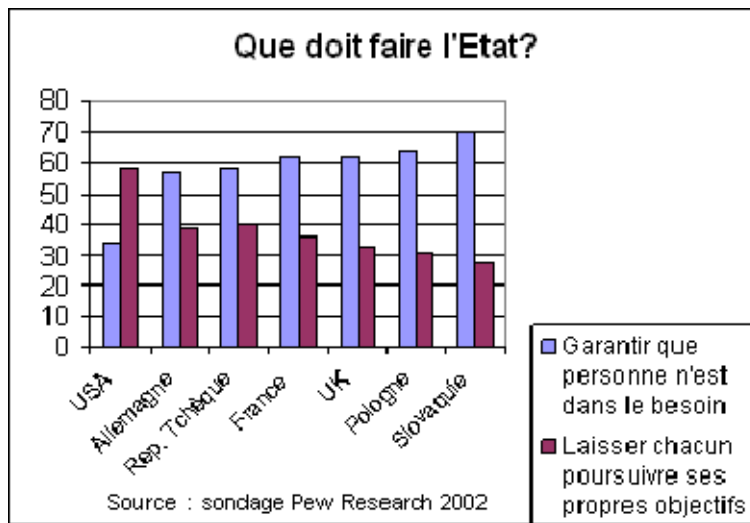


JEAN PISANI-FERRY

Ces plombiers polonais qui nous ressemblent tant

Le rejet du traité européen a révélé la peur des anciens membres devant des pays d'Europe centrale jugés trop différents. Pourtant ces Etats ont, avec leurs parrains, beaucoup de points communs.



Il y a un an, les Français rejetaient le projet de traité constitutionnel européen. L'analyse de ce vote a montré qu'à des préoccupations économiques (la faible croissance européenne) et des désaccords sur l'orientation des politiques communautaires (le reproche de libéralisme) s'était mêlé un réflexe de repli consécutif à l'élargissement de 2004, qui avait vu l'Union passer de 15 à 25 membres. De fait, le plombier polonais a été l'improbable héros d'une campagne marquée par la crainte que ces nouveaux Etats, et leurs peuples, soient trop différents pour que nous puissions partager avec eux nos angoisses et nos espoirs. Depuis lors, les hommes politiques vantent le patriotisme, mettent en garde contre la concurrence fiscale et sociale, ou multiplient les réserves à l'égard des futurs élargissements. Les thèmes peuvent varier, mais le refrain est constant : oh ! que nous étions mieux, hier, entre nous !

Les citoyens des nouveaux Etats sont plus pauvres que nous, parce ce qu'ils ne disposent pas du stock de capital – technologies, équipements, infrastructures – que nous avons accumulé depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais, pour le reste, ils nous ressemblent beaucoup plus qu'on ne le dit. Trois observations en témoignent.

Ils sont aussi éduqués que nous. En Pologne ou en Hongrie, 15% environ des 25-64 ans sont passés par l'enseignement supérieur. C'est moins qu'en

France (23%) mais plus qu'en Italie (10%). Les nouveaux Etats membres sont pauvres en capital physique, mais nous ressemblent en capital humain.

Ils font face aux mêmes problèmes : restructurations et chômage, concurrence des pays émergents, vieillissement. Ils partagent, enfin, la préférence européenne pour un Etat protecteur. Les sondages mettent en évidence une césure entre Américains et Européens, pas une coupure entre ancienne et nouvelle Europe (voir graphique). Les pays d'Europe centrale n'ont pas opté pour l'Etat minimal : les dépenses publiques y pèsent entre 40 et 50% du PIB, moins qu'en France (54%) ou en Scandinavie, mais presque autant qu'en Allemagne ou aux Pays-Bas, et plus qu'en Irlande ou aux Etats-Unis.

Que nos voisins nous ressemblent plus que nous ne le croyons n'implique pas que l'élargissement d'il y a deux ans et celui qui s'annonce pour l'année 2007 soient sans difficultés. Mais rien ne suggère qu'il soit plus dur de faire l'Europe aujourd'hui avec les Polonais, et demain avec les Roumains, qu'il ne l'a été jadis avec les Allemands et les Espagnols. Encore faut-il le vouloir.